

L'AVIS OUVRIER

N°3

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES

**PAIX, SOUVERAINETÉ
ET LUTTE DE CLASSE :
autant de défis
pour le syndicalisme de classe**

Avec la dissolution de l'Assemblée nationale à la sortie de la déroute du Macronat lors du scrutin européen, l'arrivée possible au pouvoir du Rassemblement lepéno-bardelliste et de ses alliés inquiète légitimement une grande partie des travailleurs, à commencer par les militants syndicalistes que nous sommes.

Dans ce contexte, la direction confédérale de la CGT a décidé d'appeler à voter pour le « nouveau Front populaire » (NFP) lors de ces nouvelles législatives. Une stratégie que nous comprenons mais qui pose question étant donné les graves impasses que comporte l'alliance PS-EELV-PCF-LFI dite NFP sur les questions décisives de la défense de l'indépendance nationale et de la paix mondiale, gravement menacées par la marche euro-atlantique au saut fédéral européen dans le cadre d'un conflit global de haute intensité entre l'UE-OTAN et la Russie. Quelle devrait être l'attitude du syndicalisme de classe après le 7 juillet 2024, et ce quels que soient les résultats du scrutin des législatives anticipées ?

**BARRER LA ROUTE
À L'EXTRÊME DROITE ET À MACRON**



Il va de soi que **le RN n'est en aucun cas une solution pour les travailleurs et doit au contraire être combattu avec force**. A ce titre, les différentes campagnes lancées par la CGT pour dénoncer l'imposture sociale de Le Pen et Bardella, qui ont systématiquement voté contre la hausse du SMIC, contre le retour de l'ISF, etc., sont bienvenues pour ralentir autant que possible le vote RN dans les couches populaires. Il en va naturellement de même pour le Macronat, qui n'a jamais constitué un « barrage contre l'extrême droite » mais en a été, au contraire, par sa politique réactionnaire et répressive (casse des retraites, répression ultra violente des gilets jaunes et des syndicalistes de classe, loi immigration, etc.), un puissant accélérateur.

Aussi, tout syndicaliste qui se respecte doit s'engager publiquement contre l'un ou l'autre de ces partis synonymes de casse sociale, d'alignement patronal, de servilité euro-atlantique et de répression maximale.

PAS UNE VOIX OUVRIÈRE POUR LES AMIS DE BARDELLA ET DE MACRON

Chaque jour, le duo Macron LePen/Bardella montre d'avantage sa collusion et son programme commun : retraites à 64, 66, voire 67 ans ; soutien aux guerres de l'OTAN et augmentation massive des budgets militaires ; saccage de la Sécurité sociale et baisse des salaires ; fuite en avant dans l'autoritarisme ; remise en cause des libertés et criminalisation du mouvement social et populaire... Face à cette fascisation qu'accompagne le danger imminent de prise de pouvoir par le Rassemblement lepéniste, la résistance populaire doit remettre les points sur les i, **affirmer qu'aucune voix ouvrière ne doit aller au RN, à Macron et à leurs alliés**, et affirmer la priorité absolue aux intérêts fondamentaux des travailleurs : **la paix, l'indépendance nationale et les salaires !**

QUID DU « NOUVEAU FRONT POPULAIRE » ?

Quelques jours après l'annonce de la dissolution, les partis dit de gauche ont lancé un « nouveau front populaire », face à la gravité de la situation. Néanmoins, cette nouvelle « gauche plurielle » interroge à plus d'un titre. En premier lieu, **comment les François Hollande, Raphaël Glucksmann et autre Sandrine Rousseau peuvent-ils être une solution face à l'extrême droite tant ils sont partie intégrante du problème ?** Sommes-nous les seuls à nous souvenir des années où Valls était Premier Ministre et a été le premier à interdire les manifestations en soutien à la Palestine ? Ou encore, quand le même duo a fait passer la « loi Travail » à coup de matraques et de 49.3 ? Rappelons que Hollande n'a même pas pu se représenter à sa propre succession tant il était rejeté par les travailleurs et que le principal « exploit » accompli par son précurseur « socialiste » Jospin est l'arrivée de Le Pen au second tour de la présidentielle en 2002

Si, face au danger de l'extrême droite, nous comprenons bien l'urgence de la situation et les multiples appels à voter NFP, il faut rester lucide et bien prendre en compte les autres menaces tout aussi graves qui pèsent sur nous. En effet, **la 3ème guerre mondiale n'est pas moins grave que la fascisation ! Il s'agit, avec la destruction de l'indépendance nationale par le « saut fédéral européen », de trois aspects inséparables de la même politique oligarchique !** Alors que nous sommes les yeux rivés sur la situation nationale, il n'en reste pas moins que la situation internationale est, elle

aussi, très inquiétante de Gaza au Donbass et jusqu'à la péninsule coréenne.

Or, **le programme du NFP appuie le soutien inconditionnel à l'Ukraine et son armement par l'UE-OTAN.** Rappelons que le régime de Kiev réhabilite d'authentiques pronazis (notamment Stepan Bandera) et incorpore dans son armée des régiments nazis (Azov, Aidar, Kraken, etc.), que dans cette grande « démocratie » le parti communiste ukrainien et une bonne dizaine d'autres partis sont interdits et le code du travail supprimé, et qu'on peut y brûler en toute impunité des syndicalistes (Odessa 2014). Drôle de façon que de combattre le fascisme en France et de le soutenir en Ukraine... Comment ne pas voir que l'Ukraine mène une guerre par procuration contre la Russie (fut-elle poutinienne) au service de l'O.T.A.N. ?

Là encore, quand on regarde certaines composantes du NFP, il y a de quoi s'interroger. Ainsi, Place Publique de Glucksmann dit haut et fort qu'il veut envoyer des troupes combattre au coté des Ukrainiens, à l'instar du PS ou d'EELV, et même que la va-t-en-guerre Macron est trop timoré en matière de conflagration avec la Chine et la Russie ! Camarades, l'envoi de troupes en Ukraine signifierait, **outre le plein engagement national dans une économie de guerre, le déclenchement de la 3ème guerre mondiale entres pays détenant l'arme nucléaire**, pays qui ont autant d'ogives nucléaires pour détruire plusieurs fois (!) l'ensemble du vivant de la planète. Ça n'est pas moins grave que le fascisme : ça va avec !

PAS DE POLITIQUE SOCIALE sans rupture avec l'Union européenne

Si le NFP a pris de nombreux engagements sociaux urgents et indispensables dans son programme, outre le fait que nous nous demandons bien pourquoi les Hollande, Faure et compagnie, qui ont détruit le Code du travail et les retraites (contre-« réforme » Touraine de 2013) seraient tout à coup tentés de les réhabiliter, nous nous interrogeons sur la faisabilité de ce programme tout en continuant et en renforçant la « construction européenne » comme il est indiquée dans ce même programme ?

Sommes-nous, encore une fois, les seuls à nous souvenir du sort de la Grèce de Tsípras ? Là aussi on promettait monts et merveilles au peuple grec... et la « réorientation sociale » de l'Union européenne. Résultat des courses ? Juncker lançait son fameux

« il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens »,

Tsípras rentrait dans le rang et l'extrême droite de « Nouvelle démocratie » prenait le pouvoir en Grèce : quel succès !

La réalité est qu'il ne peut y avoir de **réforme sociale au sein de l'U.E., que l'on soit la Grèce, la France ou qui que ce soit**. Alors les belles promesses du NFP seront vite enterrées une fois que la Commission européenne aura dit « NEIN ! », comme en Grèce. D'autant qu'après le scrutin européen, le projet est clairement annoncé : le « saut fédéral européen ». Saut fédéral qui se traduira par la fin de la règle de l'unanimité entre les 27 pays membres (demain si 15 pays décident de la retraite à 70 ans, alors elle s'appliquera partout !) ou encore d'une armée européenne sous commandement de l'O.T.A.N. - autrement dit, la dissolution définitive de notre souveraineté nationale qui serait totalement confisquée par l'U.E.

Force est de constater que deux résolutions adoptées par le Parlement européen et l'Assemblée nationale française vont dans ce sens et qu'on retrouve Place Publique, le PS et EELV parmi les votants.

QUE FAIRE ?

Alors, au-delà de ces élections et quels qu'en soient les résultats, que faire après le 7 juillet ? Il est fondamental de reconquérir les travailleurs (notamment les ouvriers et employés) en leur proposant un **programme de rupture en phase avec leurs problèmes et leurs aspirations**. Nous distinguons 4 conditions nécessaires pour les reconquérir.

La première concerne le combat pour la PAIX ! Notamment mener campagne pour que cesse la marche à la 3ème guerre mondiale en cessant de livrer des armes à l'Ukraine et de soutenir le régime pronazi de Kiev. A ce titre, 66 % des employés et ouvriers sont inquiets que le conflit militaire se propage à la France et 54 % sont pour que la France réduise son aide militaire voire l'arrête complètement, dont 35 % pour les seuls ouvriers

**L'UE, C'EST LA
GUERRE ET LA
MISERE**

> Syndicalistes CGT,
nous exigeons la sortie de l'UE
et la rupture avec le capitalisme !

unitecgt.fr

Unité
CGT

! (sondage ELABE du 13 juin 2024). Bien sûr, il convient d'aller au bout de la logique et de rompre définitivement avec l'O.T.A.N. et l'impérialisme états-unien qui déstabilisent le monde en Ukraine, à Gaza et jusqu'à la péninsule coréenne et la Chine.

La deuxième concerne la rupture avec l'U.E. et le retour de notre pleine souveraineté. Là encore, les ouvriers ont été 40% à choisir l'abstention par mécontentement à l'égard de l'Union européenne lors du dernier scrutin européeniste (sondage IFOP du 10 juin 2024). Et quoi de plus normal quand on comprend le quotidien des ouvriers qui ne savent pas si leur usine ne va pas être délocalisée du jour au lendemain à l'est de l'U.E. dans des pays dit à « bas coût » ?

Il est grand temps que les syndicalistes de classe ouvrent les yeux sur l'aspect purement réactionnaire de cette organisation supranationale et la dénoncent pour ce qu'elle est : **un espace d'échanges et de prédation au profit des monopoles capitalistes transcontinentaux** où la concurrence n'est même plus libre et belle et bien faussée... et au détriment du produire en France (agricole, artisanal et industriel), de nos services publics et de nos statuts protecteurs. C'est par cet aspect qu'il faut **mener campagne pour la rupture avec le capitalisme**, ce système mortifère qui sème la misère et la guerre.

Enfin, **il faut en finir avec le « syndicalisme rassemblé » qui n'a pour triste bilan que des défaites en 30 ans !** La plus récente sur la contre-« réforme » des retraites Borne est la plus éloquente, le mouvement ouvrier ayant perdu à cause de la stratégie des grèves

« saute-mouton » de l'Intersyndicale emmenée par la CFDT et suivie par la CGT de Martinez ou Binet, défaite qui est aussi la cause du succès actuel du RN.

Pour résumer : dénoncer l'escalade à la 3ème guerre mondiale emmenée par l'O.T.A.N. ; dénoncer l'U.E. et réclamer le retour de notre pleine souveraineté ; rompre avec le capitalisme et reconstruire un syndicalisme de classe qui cherche l'unité à la base avec les travailleurs pour construire le « tous ensemble et en même temps », **voilà le boulevard qui sera devant nous après le 7 juillet et qu'il faut emprunter d'urgence, camarades !**

**JAUNE, JAUNE, JAUNE,
LA C.E.S. EST JAUNE !
ROUGE, ROUGE, ROUGE,
LA F.S.M. EST ROUGE !**

Qui sommes-nous ?

Les militant(e)s de la CGT, mais aussi d'autres organisations syndicales qui éditent ce bulletin constatent que loin d'avoir appris du dernier congrès de la CGT, de la défaite qu'a subie le monde du travail sur les retraites et du choix désastreux de cautionner l'euro-réformiste Laurent BERGER et son « dialogue social » bidon avec Macron, les confédérations syndicales dites « de lutte », y compris la CGT, continuent d'accompagner la « construction européenne » qui détruit notre pays, nos salaires, nos conquêtes sociales, notre industrie, notre agriculture et nos services publics.

Or, aucune alternative revendicative cohérente et offensive de se dessine pour nos syndicats malgré les belles mobilisations ouvrières, les blocages et les grèves reconductibles du printemps. Pire, ces confédérations n'organisent aucune mobilisation contre la marche à la guerre mondiale qu'impulsent l'UE et l'OTAN.

Les camarades qui éditent ce bulletin sont proches, pour certains, du Pôle de Renaissance Communiste en France et le revendiquent fièrement. D'autres sont sans attache partisane particulière mais TOUS en ont assez du discours pseudo « apolitique » de ceux qui se servent de l'anticommunisme pour casser la CGT et l'aligner sur la CFDT et la Confédération Européenne des Syndicats tout en nous menant de défaite en défaite. Cet anticommunisme ne sert qu'à diviser nos rangs et à nourrir la dérive euro-réformiste qui démolit les conquêtes historiques dus aux grands militants CEGÉTISTES et COMMUNISTES que furent Benoit FRACHON, Ambroise CROIZAT, Marcel PAUL, Henri KRAZUCKI, Pierre SEMARD, Martha DESRUMEAUX ou Jean-Pierre TIMBAUD.

Dans l'intérêt même de la CGT, du syndicalisme de CLASSE et du monde du travail, FAISONS ENTENDRE ET DIFFUSONS L'AVIS OUVRIER !